ABONNEMENTS

ANNONCES ET AVIS DIVERS

Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 250 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions

faites en caractères plus petits que ceux du texte du

80 f

La ligne

RÉPUBLIQUE

DECISIONS, CIRCULAIRES, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET

PARAISSANT LEET LE 16 DE CHAQUE MOIS LOME

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Togo, France & Communauté . . 6 mois Pour les abonnements et annonces s'adresses Ordinaire : 1.300 fr. 800 fr. 1 700 fr. au Directeur de l'Ecole Professionnelle M. C. 3.300 fr. LOME, TOGO. 6 mois 900 fr. 2.300 fr. . 1 an 1.600 fr. 3.750 fr. Ordinaire : Ils commencent par le premier numéro d'un Avion : mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres. Au comptant. à l'Imprimerie: 75 fr. Par porteur ou par la poste: Togo-France & Communauté 90 fr. Etranger: Port en sus. Les abonnements et annonces sont payables SOMMAIRE ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES Présidence du Gouvernement 1961 Décret nº 61-79 portant approbation du compte administratif de la cir-26 septembre conscription de l'Akposso, exercice 642 1960 — Décret nº 61-80 portant approbation du compte administratif de la cir-26 septembre conscription de Dapango, exercice 1960 643 écret nº 61-81 portant approbation du budget additionnel de la circons-. 26 septembre Décret nº 61-81 cription de Dapango, exercice 1961. 643 Décret nº 61-82 portant approbation du compte administratif de la cir-26 septembre conscription d'Anécho, exercice 1960. 643 Décret n° 61-83 portant approbation du budget additionnel de la cir-26 septembre conscription d'Anécho, exercice 1961. 643 Décret n° 61-84 portant approbation du budget additionnel de la caisse 28 septembre de compensation des prestations familiales du Togo, exercice 1961. . 643 196 Arrêté nº 148/PR/MTP/PT. portant modification à l'arrêté nº 120/PM/ MTP/PT. du 26 mai 1959 relatif au 14 septembre Arrêté nº 64/MF. du 28 février 1959 règlementant l'attrirelèvement des tarifs postaux . 643

#	
15 septembre — Arrêté nº 149/PR/MEN. autorisant l'ouverture de classes dans les écoles de la Mission catholique du Togo.	644
27 septembre — Arrêté nº 156/PR/MFAE/AE. fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du cacao de la récolte intermédiaire 1961	644
28 septembre — Arrêté nº 158/PR/MFAE/AE. fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de la caisse de stabilisation pour la récolte principale de cacao 1961-1962	644
Arrêté chargeant le ministre de l'éducation nationale de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre d'Etat et des Affaires étrangères	645
Arrêté chargeant le ministre de l'éducation nationale de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre des travaux publics, des mines, des transports et des postes et télécommunications	645
Arrêtés et décision portant titularisation, nominations et affectations, rétablissement d'une bourse d'études en France et additif à un précédent arrêté fixant le mon-	
tant de l'indemnité de fonctions at- tribuée aux chefs supérieurs, chefs de canton et à certains chefs de la République togolaise pour l'année	•
1961 · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	645
Ministère des Finances et des Affaires Economic	QUES

bution des prêts pour achat de véhi-cules et des indemnités kolométri-

646

ques (Additif)

Décision accordant une subvention au collège du scoutisme	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE
togolais 6	46 ET DES EAUX ET FORÊTS
Décision portant autorisation de paiement 6	46
Arrêtés et décisions portant affectations, octroi des frais	Décision portant engagement 658
et honoraires à un avocat-détenseur	Décision portant engagement 658
au conseil d'Etat et à la cour de cassation à Paris, attribution de	
prêts pour achat de véhicules, oc-	MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE
troi d'allocations et de secours	
après décès, approbation de rôles et	
modificatifs à de précédents arrêtés	Décisions portant nominations, chargeant de cours de spé- cialités des fonctionnaires de l'en-
portant rétablissement d'allocation de veuve et octroi de majorations pour	seignement du second degré et assi-
famille nombreuse · · · · 6	milés, admission d'instituteurs-ad-
	joints au certificat d'aptitude péda-
	gogique et rectificatifs à de précé-
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES	dentes décisions fixant la liste des candidats admis au concours d'en-
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	trée en 6° des établissements secon-
	daires, chargeant de cours de spé-
Arrêté nº 159/MFP. du 30 mai 1961 portant ouverture	cialités des fonctionnaires de l'en-
d'un concours professionnel (Recti-	seignement du second degré et assi-
ficatif) 6	milés et chargeant un fonction-
Arrêtés et décisions portant engagements, nominations,	naire d'intérim au collège moderne de Sokodé · · · · · 658
affectations, imputation budgétaire,	de Bokode
rappel d'ancienneté, mise en dispo-	
nibilité, mettant fin à un détache- ment, licenciements, suspensions de	Ministère de la Santé Publique
fonctions, acceptation d'une démis-	MINISTERE DE LA GANTE L'OBLIGOR
sion, révocations et additif à une	
précédente décision portant engage-	Arrêté et décision portant engagement définitif et octroi
ment 6	d'autorisation d'ouvrir une clinique à Lomé
	a nome
Ministère de l'Intérieur, de l'Information	
ET DE LA PRESSE	DIVERS
EI DE LA I RESSE	DIVERO
1961	
10 - August Augu	Décision portant mise à la disposition de la République
19 septembre — Arrêté interministériel n° 17/INT/ INFO	togolaise de M. Mensah Léopold, in-
MFAE/MF. portant approbation du compte administratif de la circons-	firmier principal 659
	52
19 septembre — Arrêté interministériel nº 18/INT/INFO	THE CONTINUE THROUGH THE PROPERTY OF THE PROPE
MFAE/MF. portant approbation du	AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES
budget additionnel de la circonscrip-	
	52 SOLYCO (Cossian do norte et changement de Warnt) 650
28 septembre — Arrêté interministériel nº 19/INT/INFO	SOLICO (Cession de parts et changement de gérant) 660
MFAE/MF. portant approbation du compte administratif de la circons-	Inscriptions au registre de Commerce
	53 Avis de perte
28 septembre - Arrêté interministériel nº 20/INT/INFO	Avis de perte
MFAE/MF. portant approbation du	Nécrologie
budget additionnel de la circons-	
	53 - 1 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 -
Arrêtés et décisions portant affectations, avancements d'é-	ACTEC DI COUVEDNEMENT
chelon, engagements et licenciements, mises à la retraite et octroi de libé-	ACTES DU GOUVERNEMENT
ration conditionnelle et interdiction	DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE
	553
	DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES	
TRANSPORTS ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATION	S DECEMBENCE DI COUVEDNEMENT
	PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT
1961	
26 septembre - Arrêté nº 21/MTP/Mines autorisant la	Nº 61-79. du :
compagnie togolaise des mines du	
Bénin à occuper effectivement les	26 septembre 1961. — Le compte administratif de
terrains nécessaires au développement	la circonscription de l'Akposso, exercice 1960, est
de l'exploitation des phosphates pour une période quinquennale dans la	approuvé et arrêté comme suit :
	En recettes à la somme de : treize millions neuf
Décisions portant engagement, affectations, rétrogradation	The releighted of the beautiful and a stickled instructed bulging
	cent quatre vingt seize mille sept cent quarante trois francs (13.996.743 francs);
	H Trantos (10.550.(40 Trantos);

En dépenses à la somme de : seize millions huit cent quatre vingt deux mille sept cent quarante et un francs (16.882.741 francs), laissant apparaître un excédent de dépenses de : deux millions huit cent quatre vingt cinq mille neuf cent quatre vingt dix huit francs (2.885.998 frcs) qui sera porté en dépenses au budget additionnel de l'exercice 1961.

Les crédits restants disponibles, faute d'emploi, constatés à la clôture de l'exercice 1960 et s'élevant au total à : 'six millions huit cent soixante douze mille cent quatre francs (6.872.104 fres) sont annulés.

Nº 61-80. du:

26 septembre 1961. — Le compte administratif de la circonscription de Dapango, exercice 1960, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : vingt huit millions quatre cent soixante sept mille quatre cent quarante cinq francs (28.467.445 francs);

En dépenses à la somme de : vingt quatre millions trois cent soixante huit mille cinq cent neuf francs (24.368.509 francs), laissant apparaître un excédent de recettes de : quatre millions quatre vingt dix huit mille neuf cent trente six francs (4.098.936 francs) qui sera porté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1961.

Sont annulés les crédits restants disponibles, faute d'emploi, constatés à la clôture de l'exercice 1960 et s'élevant au total à : quatre millions cinq cent soixante quatorze mille huit cent trente six francs (4.574.836 francs).

Nº 61-81. du:

26 septembre 1961. — Le budget additionnel de la circonscription de Dapango, exercice 1961, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : quatre millions quatre vingt dix huit mille neuf cent trente six francs (4.098.936 francs).

Nº 61-82. du:

26 septembre 1961. — Le compte administratif de la circonscription d'Anêcho, exercice 1960 est approuvé et arrête comme suit:

En recettes à la somme de : trente trois millions quatre vingt onze mille sept cent quatre vingt dix francs (33.091.790 francs);

En dépenses à la somme de : trente quatre millions cinq cent quatre yingt quatorze mille deux cent soixante francs (34.594.260 francs), faisant apparaître un excédent de dépenses de : un million cinq cent deux mille quatre cent soixante dix francs (1.502.470 francs) qui sera inscrit en dépenses au budget additionnel de l'exercice 1961.

Les crédits restants disponibles, faute d'emploi, constatés à la clôture de l'exercice 1960 et s'élevant au total à : trois millions deux cent vingt huit mille trois cent soixante treize francs (3.228.373 francs) sont annulés.

Nº 61-83. du:

26 septembre 1961. — Le budget additionnel de la circonscription d'Anécho, exercice 1961, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : trois millions cent vingt et un mille deux cent seize francs (3.121.216 francs).

Nº 61-84. du:

28 septembre 1961. — Le budget additionnel de la caisse de compensation des prestations familiales du Togo, exercice 1961, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : trente sept millions deux cent mille francs (37.200.000 francs).

ARRETE No. 148-PR-MTP-PT. du 14 septembre 1961 portant modification à l'arrêté no 120-PM-MTP-PT du 26 mai 1959 relatif au relèvement des tarifs postaux.

Le Président de la République,

Vu la constitution de la République togolaise du 14 avril 1961;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier; Vu l'arrêté n° 120/PM/MTP/PT. du 26 mai 1959, portant relèvement des tarifs postaux;

Sur la proposition du Ministre des Travaux Publics, Mines, Transports, des Postes et Télécommunications;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — La modification suivante remplace l'indication actuelle figurant à l'annexe II — paragraphe E. — colis postaux (II — taxes additionnelles et accessoires) — 6º alinéa de l'arrêté ng 120-PM-MTP-PT du 29 mai 1959 (cf. Journal officiel du Togo nº 98 du 16 juin 1959, pages 435 à 440):

E — Colis postaux
II — Taxes additionnelles et accessoires

6) Taxe de magasinage égale 50 francs par jour, sans limitation. Elle est perçue à partir du sixième jour ouvrable, non compris le jour de distribution de l'avis d'arrivée du colis, les dimanches et jours fériés.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Arr. 3. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur, à compter de la date de sa signature.

ART. 4. — Le Ministre des travaux publics, mines, des transports, des postes et télécommunications et le chef du service des postes et télécommunications sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 septembre 1961, S. E. OLYMPIO.

Par le Président de la République: Le Ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications:

P. AMEGEE.

ARRETE No 149-PR-MEN du 15 septembre 1961 autorisant l'ouverture de classes dans les écoles de la Mission Catholique du Togo

Le Président de la République,

Vu l'arrêté nº 653/E. du 30 novembre 1943 portant réorganisation de l'Enseignement Privé au Togo;

Vu l'arrêté nº 46/PM/MEN. du 20 février 1954 organisant la Direction de l'Enseignement;

Vu la demande du 1er août 1961 de Mgr., Préfet Apostolique de Dapango;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur d'Académie, Directeur de l'Enseignement au Togo;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — La Mission Catholique du Togo est autorisée à louvrir les classes suivantes pour compter du 2 loctobre 1961

Enseignement primaire Circonscription de Dapango

Dapango: { I C.P. Filles I C.P. Garçons I C.E. Mixte

Bombouaka: I C.P. Garçons

Bogou: I C.P. Mixte Lotogou: I C.P. Mixte Imbour: I C.P. Mixte Pagouda: I C.P. Mixte

ART. 2. — Ces autorisations d'ouverture n'impliquent pas nécessairement octroi de subvention.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 septembre 1961 S. E. OLYMPIO.

ARRETE Nº 156-PR-MFAE-AE du 27 septembre 1961 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du cacao de la récolte intermédiaire 1961.

Le Président de la République,

Vu la constitution de la République togolaise du 14 avril 1961;

Vu l'arrêté nº 73/PR/MFAE/AE. du 15 mai 1961 fixant la date d'ouverture de la Campagne d'achat et les conditions d'intervention de la caisse de stabilisation pour la récolte intermédiaire 1961:

Sur le rapport du Ministre des Finances et des Affaires économiques et du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — La date de fermeture de la campagne d'achat du cacao (Récolte intermédiaire 1961), est fixée au 2 octobre 1961.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiet et, vu l'urgence, diffusé par voie de presse, de radio et d'affichage dans les bureaux des circonscriptions administratives intéressées, ainsi qu'à la chambre de commerce.

Lomé, le 27 septembre 1961 S. E. OLYMPIO ARRETE No 158-PR-MFAE-AE du 28 septembre 1961 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat et les conditions d'intervention de la caisse de stabilisation pour la récolte principale de cacao 1961—1962.

Le Président de la République,

Vu la constitution de la République togolaise du 14 avril 1961;

Vu le décret nº 4-56/PM. du 12 novembre 1956 portant création d'une caisse/de stabilisation des prix du cacao;

Vu l'arrêté nº 194/PM/MIC du 25 octobre 1957 fixant les conditions de stabilisation des prix du cacao;

Vu l'arrêté nº 231/MFAE/AE. du 25 novembre 1960 modifiant les conditions de stabilisation des prix du cacao;

Vu l'arrêté nº 108/PM/MIC. du 14 juin 1957 portant règlementation des exportations du cacao en fèves;

Vu l'arrêté nº 14/PM/MFAE/AE. du 27 janvier 1961 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du cacao de la récolte principale 1960-1961;

Vu le procès-verbal de la réunion du Comité de gestion de la caisse de stabilisation des prix du cacao du 18 septembre 1961;

Sur le rapport du Ministre des Finances (et des Affaires économiques et du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage, des Eaux et Forêts;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — La date d'ouverture de la campagne d'achat du cacao de la récolte principale 1961-1962 est fixée au 9 octobre 1961.

ART. 2. — Le prix d'achat aux producteurs du cacao en fèves conformes aux normes du conditionnement est fixé à 65 francs CFA le kilogramme en tous points de traite.

ART. 3. — Par application du barème de frais cijoint, le cours de soutien FOB Lomé du cacao est fixé à 94.098 francs CFA la tonne.

ART. 4. — Au cas où la moyenne hebdomadaire des cours FOB Lomé authentifiés par le comité de cotation conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté no 194-PM-MIC susvisé serait inférieure au cours de soutien fixé à l'article 3 ci-dessus, les achats du cacao aux producteurs pourraient être, à partir de la semaine suivante, subordonnés à l'autorisation préalable du directeur de la caisse de Stabilisation.

Nonobstant les dispositions de l'article 6 de l'arrêté no 194-PM-MIC susvisé, les opérations de stabilisation des exportations de la campagne principale 1961-62 s'effectueront conformément aux dispositions des articles I et 3 de l'arrêté no 231-PM-MFAE-AE du 25 novembre 1960.

ART. 5. — Les demandes d'autorisation d'exportation déposées en application de l'arrêté nº 108-PM-MIC susvisé devront être accompagnées d'une copie du contrat de vente afférent à l'exportation considérée, copie certifiée sincère et véritable par l'exportateur.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel et, vu l'urgence, diffusé par

voie de presse, de radio et d'affichage dans les bureaux des circonscriptions administratives intéressées, ainsi qu'à la chambre de commerce.

> Lomé, le 28 septembre 1961 S. E. Olympio.

CAMPAGNE D'ACHAT DE CACAO

RÉCOLTE PRINCIPALE 1961-1962

Barème des frais de commercialisation

Prix d'achat au producteur. Francs CFA la tonne 65.000. — 1.500 Commission acheteur Transport à centre de collecte 1.100 Manutention 350 200 Loyer-magasin Chemin de fer (Y.C. voie locale) 1.070 4.220 69.220. -Valeur nu-bascule Lomé. Sacherie 14, 1/4 à 100 1.425 Amortissement sacherie 10% 142 200 Entrée et sortie Magasin Déchets 0,5% V. N. B. 346 Loyer-magasin 300 Financement 6% V.L.M. 3 mois 1.119Frais généraux 2,5% V. L. M. 1.8655.397 74.617. – Valeur loco-magasin Lomé. Transit (Y.C. voie locale) 820 Commission exportateur 1,75% FOB 1.647 Wharf — Phare 671 Statistique 143 225 Péage et phyto-sanitaire Droit de sortie 7,5% sur 120.000 9.000 V.M.

120.000

1.800

5.175

19.481

94.098.

. . .

Conditionnement 1,5% sur

T. F. R. T. T. 5,5% sur FOB

Nº 150-PR. du:

Valeur FOB Lomé.

15 septembre 1961. — Pendant l'absence de M. Paulin Freitas, Ministre d'Etat et des affaires étrangères, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. Martin Sankaredja, Ministre de l'éducation nationale.

Affaires courantes

Nº 157-PR du:

27 septembre 1961. — Pendant l'absence de M. Paul Amegee, Ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. Martin Sankaredja, Ministre de l'éducation nationale.

Titularisation

Nº 154-PR-MFP. du:

23 septembre 1961. — M. Lawson Emmanuel, inspecteur 3e échelon du cadre autonome des postes et télécommunications de la France d'outre-mer, est titularisé dans les fonctions de chef du service des postes et télécommunications de la République togolaise.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

Nominations - Affectations

Nº 76-D-PR-INT-INFO. du:

27 septembre 1961. — Sont prononcées les nominations et affectations suivantes:

M. Aithnard Paulin André, précédemment chef de la circonscription administrative de Dapango et inspecteur par intérim de la région des savanes, est nommé directeur de l'intérieur au Ministère de l'intérieur, de l'information et de la presse.

M. Tekoe Alexandre, précédemment chef de la circonscription administrative de Lama-Kara, est nommé chef de la circonscription administrative de Dapango, en remplacement de M. Aithnard Paulin André, appelé à d'autres fonctions.

M. Sodji Léandre, précédemment chef de la circonscription administrative de Niamtougou, est nommé chef de la circonscription administrative de Lama-Kara, en remplacement de M. Tekoe Alexandre.

Les émoluments de MM. Tekoe Alexandre et Sodji Léandre restent imputables au chapitre 12 article 5 du budget général, en ce qui concerne M. Aithnard Paulin André, ils sont imputables au chapitre 12, article 4 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Bourse

Nº 153-PR-MEN. du:

21 septembre 1961. — Est rétablie en France, pour l'année scolaire 1960-61, la bourse d'enseignement supérieur supprimée par arrêté ng 4-PM-MEN du 7 janvier 1961 à Kekessi Yao Basile, étudiant à la faculté de sciences de Strasbourg.

La dépense résultant du paiement de cette bourse est imputable au budget général du Togo exercice 1961 — chapitre 36 — article 2.

Additif ,

ADDITIF du 18 septembre 1961 à l'arrêté nº 59-PR-INT du 4 mai 1961 fixant le montant de l'indemnité de fonctions attribuée aux chefs supérieurs, chefs de canton et à certains chefs de la République togolaise pour l'année 1961.

Circonscription de Mango

Après:

Sanwogou Lambina, chef canton Gando 48.000

Lire:

Morougou Tchirifou, chef canton Tchanaga 48.000 Nigna Lamboni, chef canton Mogou 60.000

Djondjon Lambima, chef canton Galangashie 48.000

Le présent additif prend effet pour compter du 4 mai 1961.

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

ADDITIF du 18 septembre 1961 à l'arrêté ng 64-MF du 28 février 1959 règlementant l'attribution des prêts pour achai de véhicules et des indemnités kilométriques.

L'annexe V à l'arrêté nº 64-MF du 28 février 1959 est complétée comme suit :

Après:

- Contrôleurs de taxes des communes

Ajouter :

- Contrôleur financier
- Chef du protocole de la présidence de la République.

Subvention

No 320-D-MFAE-F-F. du:

23 septembre 1961. — Une subvention de trente mille (30.000) francs est accordée au collège du scoutisme togolais, pour achat d'objets destinés à une exposition à New York.

Cette subvention sera versée à M. Tétékpoe Alphonse, secrétaire du scoutisme togolais.

La dépense est imputable au budget général du Togo, chapitre 35, article 5.

Autorisation de paiement

Nº 319-D-MFAE-F-F. du:

21 septembre 1961. — Est autorisé le paiement au docteur Akakpo André, Ambassadeur de la République togolaise à New-York 17, N. Y. (USA), 801, Second Avenue, de la somme de 10.000 dollars, soit deux millions quatre cent cinquante huit mille cinq cents (2.458.500) francs.

Une somme de deux millions quatre cent soixante cinq mille sept cent soixante trois (2.465.763) francs représentant le montant de la somme destinée au docteur Akakpo André conformément à l'article 1er ci-dessus et les frais de virement télégraphique sur New-York, sera mandatée par les soins du service des finances au nom de la banque de l'Afrique Occidentale (B.A.O.) à Lomé, chargée du virement sur les U.S.A. — compte ng 015-001202 ouvert à la Chemical Bank à New-York.

La dépense correspondante est imputable au budget général, exercice 1961, chapitre 10-4-1.

Les pièces justificatives relatives à l'emploi de cette somme devront faire l'objet dune comptabilité distincte de celle de la caisse d'avance instituée auprès de l'ambassade.

Affectations

316-D-MFAE-MF-SD. du:

19 septembre 1961. — M. Amavi Michel, caporal garde frontière 1^{er} échelon, précédemment, en service au poste des douanes de Natchamba, est affecté à la brigade des douanes de Lomé.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature

No 326-D-MFAE-MF-SD. du:

27 septembre 1961. — M. Boukari Indabli; sergent garde frontière 1er échelon, en service au poste
des douanes de Batomé, est affecté à la brigade des
douanes de Lomé, en remplacement de M. Issifou
Djabani Boukari muté par décision no 299-MFAEMF-SD. du 8 septembre 1961.

La présente décision aura effet à compter de la date de sa signature.

Frais et honoraires

No 193-MFAE-F-FO. du:

22 septembre 1961. — Il est alloué à maître Léon Labbé, Avocat au conseil d'Etat et à la cour de cassation, demeurant et domicilié à 37, Avenue d'Iéna-Paris, une somme de cent mille (100.000) francs CFA. soit deux mille (2.000) nouveaux francs à titre d'honoraires dus par la République togolaise dans l'affaire Clement-Cuzin, qui s'est terminée par l'arrêt du conseil d'Etat du 31 mai 1957.

La dépense correspondante est imputable au budget général du Togo, exercice 1961, chapitre 30, ar-

Le montant des honoraires dus sera mandaté par les soins du service des finances de la République togolaise au profit de l'intéressé et viré à son compte no 199 chez MM. Worms et Cie. 45, Boulevard Haussmann à Paris.

Prêts

Nº 312-D-MFAE. du:

16 septembre 1961. — II est accordé aux députés ci-dessous désignés, en vue de leur permettre d'acheter chacun un véhicule pour leurs besoins personnels, des prêts ci-après;

M.M. Afola Philippe, député à l'Assemblée

300,000 Frs

Amouzou Blaise, député à l'Assemblée Nationale 300.000 Frs

Amegadji A. André, député à l'Assemblée Nationale . . . 300.000 Frs

Koudohah Franck Christophe, député à l'Assemblée Nationale . 300.000 Frs

Kolor Clément, député à l'Assem-

blée Nationale 300.000 Frs

Moumouni Mamah, député à l'As-

semblée Nationale 300.000 Frs

Nipani Gustave, député à l'Assemblée Nationale

. . . . 300.000 Frs

Netchenawoe Eric, député à l'As-. . . . 300.000 Frs semblée Nationale

Akohin Antoine, député à l'Assemblée Nationale 300.000 Frs

Ogouma Pierre, député à l'Assem-blée Nationale

Bodé Issifou, député à l'Assemblée

Nationale 300.000 Frs

Koudouovoh Michel, député à l'Assemblée Nationale 300.000 Frs

Looky Zakary, député à l'Assem-

blée Nationale 300.000 Frs

Moustapha Jules, député à l'Assemblée Nationale . V . . . 300.000 Frs

Philippe Nassar, député à l'Assemblée Nationale 300.000 Frs

La dépense est imputable au budget général du

Togo, exercice 1961, chapitre 30, article 7.

Le remboursement de ces prêts sera effectué par mensualités de 12.500 francs pour compter du premier jour du mois qui suit la date à laquelle les prêts sont consentis.

Le chef du service des finances et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nº 314-D-MFAE-MF. du:

18 septembre 1961. — Il est accordé aux fonctionnaires ci-dessous désignés, en vue de leur permettre d'acheter chacun un véhicule pour leurs besoins personnels, des prêts ci-après:

MM. Aladji Cléophas, directeur de cabinet du Ministre de l'intérieur 300.000

Ames Jenet, contrôleur des taxes mu-

300.000 La dépense est imputable au budget général du

Togo, exercice 1961, chapitre 30, article 7.

Le remboursement de ces prêts sera effectué par mensualités de 12.500 francs pour compter du premier jour du mois qui suit la date à laquelle les prêts sont consentis.

Le chef du service des finances et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

-No 318-D-MFAE-MF. du :

25 septembre 1961. — Il est accordé aux fonctionnaires ci-dessous désignés, en vue de leur permettre d'acheter chacun un véhicule pour leurs besoins personnels, des prêts ci-après:

MM. Dosseh André Michel, secrétaire d'administration, adjoint au contrôleur financier 300.000

Matthia Bob Robert, chargé du protocole à la Présidence de la

République 250.000

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1961, chapitre 30, article 7.

Le remboursement de ces prêts sera effectué par mensualités de 12.500 frs pour compter du premier jour du mois qui suit la date à laquelle les prêts sont consentis.

Le chef du service des finances et le trésorier-payeur sont charges, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Allocations

Nº 194-MFAE-F-FR. du:

25 septembre 1961. — Est accordée à Mme Veuve Gadegbeku (née Kpatsana), veuve de l'ex-aide-mé-decin de 2^e classe Gadegbeku Vivodi Hermann, titulaire d'allocation de retraite nº 331 et décédé à Lomé le 23 juillet 1959, une allocation de veuve au taux annuel de vingt huit mille deux cent cinquante huit (28.258) francs cfa pour compter du 24 juillet 1959.

La dépense résultant du paiement de cette allocation est imputable au budget général du Togo.

No 195-MFAE-F-FR. du:

25 septembre 1961. — Est accordée à Mme veuve Doh Reinhard Ambroisia (née Adjeh), veuve de l'ex-infirmier-major de 3e classe Doh Reinhard Yao, titulaire de l'allocation de retraite ne 24 décédé le 27 avril 1957, une allocation de veuve au taux annuel de seize mille huit cent quatre vingt quatre (16.884) francs pour compter du 13 avril 1960.

La dépense résultant du paiement de cette allocation est imputable au budget général du Togo.

No 196-MFAE-F-FR. du:

25 septembre 1961. — Est accordée à Mme veuve Simon Cécile Kayi (née Tété), veuve du mécanicien-conducteur de 3º classe Simon Kouékou Hilaire, décédé à Lomé le T1 juin 1958, une allocation de veuve au taux annuel de quinze mille cent vingt (15.120) francs cfa avec jouissance du 12 juin 1958.

La dépense résultant du paiement de cette allocation est imputable au budget général du Togo.

Secours après décès

No 323-D-MFAE-F-FR. du:

25 septembre 1961. — Un secours après décès de cent cinquante neuf mille cent quatre vingt dix huit (159.198) francs cfa, équivalant à six (6) mois de solde brute (indice local 402), majorée du complément spécial 2/10° de M. Quamvi Paul, instituteur adjoint de 3° classe de l'enseignement primaire du Togo, décédé à Lomé le 13 janvier 1961, est accordé à ses orphelins.

Ce secours, imputable au budget général du Togo, chapitre 26, article 7 — exercice 1961, sera mandaté au nom de M. Adadé Théophile, ouvrier du cadre supérieur des CFT en retraite, 13, rue chef Acolatsé à Lomé, tuteur des orphelins du de oujus.

Rôles

No 172-MFAE-CD. du:

20 septembre 1961. — Est approuvé et rendu exécutoire un rôle exercice 1961 ci-après.

N° DU RÔLE	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT du rôle	TOTAL
		BUDGET GÉNÉRAL		
244 244 244	Commune Palimé Commune Palimé Commune Palimé	B.I.C. 1.137,700 B.N.C. 30,000 I.G.R	1.939,130	1-939.130

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessuss'élevant à la somme de un million neuf cent trente neuf mille cent trente francs est fixée au 1er octobre 1961. Nº 173-MFAE-CD. du:

20 septembre 1961. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles de régularisation exercice 1961 ci-après.

N° des	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT des rôles	TOTAL
		BUDGE1 GENERAL		
245 246	Lomé commune	Taxe progressive	5.488.028	
 247	<u></u>	I.G.R	35.165 2.400	5. 525.59 3
1, 1 Harris 1		BUDGET COMMUNAL	•	. The state of the
245 248	Lomé commune	Taxe civique	977.350	
_	_	Centimes sur patentes	267.849	
	•	Centimes sur licences · · · · ·	1,200	1.246.399
		Total		6.771.992

Modificatifs

MODIFICATIF du 25 septembre 1961 à l'arrête no 4-MF-FP du 5 janvier 1959 portant rétablissement de l'allocation de veuve accordée à Mme Apaloo Massan Anna, veuve du commis d'administration principal de 1re classe de Souza Dominique, décédé le 16 décembre 1947.

Au lieu de:

Le taux annuel de cette allocation est fixé à : 33.816 francs cfa pour compter du 1^{er} janvier 1954 50.724 francs cfa pour compter du 1^{er} janvier 1955 76.088 francs cfa pour compter du 1^{er} janvier 1958.

Lire:

Le taux annuel de cette allocation est fixé à : 28.000 francs cfa pour compter du 1^{er} janvier 1954 42.000 francs cfa pour compter du 1^{er} janvier 1955 63.000 francs cfa pour compter du 1^{er} janvier 1958.

La restitution des sommes perçues en trop par Mme. Apaloo ne peut être exigée, l'erreur constatée dans la fixation des taux des allocations n'étant pas imputable à l'intéressée.

(Le reste sans changement).

MODIFICATIF du 25 septembre 1961 à l'arrêté no 44-MFAE-F-FR du 10 mars 1961 accordant des majorations pour famille nombreuse à M. Bylt Emmanuel, facteur principal hors classe des CFT en retraite.

Au lieu de:

210 000 to 000

Le taux de cette majoration est porté à 15% de sa pension pour compter du 16 janvier 1960 au titre de son enfant 4° rang:

Byll John Anani, né le 12 novembre 1943.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à neuf mille six cent trente deux (9.632) francs cfa pour compter du 1er janvier 1959.

Quatorze mille quatre cent quarante huit (14.448) francs cfa pour compter du 16 janvier 1960.

Lire:

Le taux de cette majoration est porté à 15% de sa pension pour compter du 1er novembre 1960 au titre de son enfant 4e rang :

Byll John Anani, né le 12 novembre 1943.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à neuf mille six cent trente deux (9.632) francs cfa pour compter du 1er janvier 1959.

Quatorze mille quatre cent quarante huit (14.448) francs cfa pour compter du 1er novembre 1960.

(Le reste sans changement).

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

RECTIFICATIF à l'arrêté du 14 septembre 1961 no 159-MFP du 30 mai 1961 portant ouverture d'un

Au lieu de :

Un concours professionnel pour le recrutement de dix (10) agents techniques du cadre supérieur de la santé sera ouvert à Lomé le lundi 2 octobre 1961 aux candidats réunissant les conditions fixées à l'article 5 — 3°) de l'arrêté n° 1038-54-CP du 6 décembre 1954 susvisé.

Lire:

Un concours professionnel pour le recrutement de dix (10) agents techniques du cadre supérieur de la santé sera ouvert le lundi 2 octobre 1961, dans les centres ci-après désignés, aux candidats réunissant les conditions fixées à l'article 5 — 3°) de l'arrêté no 1038-54-CP du 6 décembre 1954 susvisé:

concours professionnel

Centre de Lomé — pour les candidats des formations sanitaires de Lomé, Tsévié, Anécho, Palimé, Nuatja et Atakpamé.

Centre de Sokodé — pour les candidats des autres formations sanitaires.

(Le reste sans changement)

Engagements

No. 762-D-MFP. du :

20 septembre 1961. — Sont engagés en qualité de :

RÉDACTEUR:

M. Ekue Nestor

Animateur de programmes local :

M. Afoudji Yves-Michel

Les intéressés sont mis à la disposition du Minisfre de l'intérieur, de l'information et de la presse, pour servir à la radiodiffusion du Togo.

Ils percevront chacun un salaire mensuel de trente mille (30.000) francs imputable au budget général chapitre 12—article 9.

MM. Ekue et Afoudii sont classés au groupe IV, local pour les déplacements à effectuer pour et à l'occasion du service.

La présente décision aura effet pour compter du 1er septembre 1961.

19 782-D-MFP. du:

26 septembre 1961. — M. Agbavon Oscar est engagé en qualité d'agent permanent 3e catégorie échelle A, pour compter du 1er septembre 1961 et affecté au Ministrère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique — (Service de la main-d'œuvre).

Son traitement sera imputé au chapitre 24, article 7 du budget général.

Nº 783-D-MFP. du:

26 septembre 1961. — M. Toovi Sébastien, titulaire du B.E.P.C., est engagé en qualité d'agent permanent 6e catégorie échelle A (employé de bureau), pour compter du 1er octobre 1961, et affecté au Ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique.

Sont traitement sera imputé au chapitre 24, article 2 du budget général.

No. 784-D-MFP. du :

26 septembre 1961. — MM. Laban Eugène et Tèvi Jean, titulaires du diplôme de l'école nationale des douanes à Neuilly (France) sont engagés en attendant leur intégration dans le cadre des inspecteurs des douanes de la République togolaise, en qualité d'inspecteur au salaire mensuel de quarante et un mille (41.000) francs et mis à la disposition du Ministre des finances et des affaires économiques (Service des douanes).

Leur traitement sera imputé au chapitre 14, article 9 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter du 20 septembre 1961.

Nominations

Nº 287-MFP. du:

26 septembre 1961. — Sont nommés instituteurs adjoints stagiaires du cadre local dit supérieur de l'enseignement primaire du Togo, les anciens élèves de l'école normale d'Atakpamé, dont les noms suivent, titulaires du certificat de fin d'études normales:

Tabiou Boucari
Akpokli Joël
Messavussu Laure
Adorgloh Martin
Ahadji William
Hemou Daniel
Assignon Robert
Deti Paul
Danklou Akakpovi
Bawa Moumouni

N'Kekpo Améfia Bello Tessi Amedegnato Eloi Barrigah Christian Ahadji Frieda Rudy Ekue Ayi d'Almeida Gaëtan Amedjrovi Marcel Atchon Georges

Les intéressés sont mis à la disposition du Ministre de l'éducation nationale.

Leurs émoluments seront imputés au chapitre 27, article 7 du budget général.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 2 octobre 1961.

Affectations

No 751-D-MFP. du:

15 septembre 1961. — M. Sodame Eugène dit Morère, aide-conducteur de 1^{re} classe 2^e échelon des travaux agricoles, en service aux affaires sociales, et suspendu de ses fonctions par arrêté nº 213-MFP du 2 août 1961, est remis à la disposition du Ministre de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts.

La présente décision aura effet pour compter du 1er septembre 1961.

Nº 776-D-MFP. du :

23 septembre 1961. — Le Dr. Rodolfo J. Cavallo-Serra, en instance d'engagement sous contrat et arrivé à Lomé, par avion le 15 septembre 1961, est mis à la disposition du Ministre de la santé publique.

Nº 781-D-MFP. du:

26 septembre 1951. — M. Kodjovi Gaspard, secrétaire d'administration de 2º classe 1º échelon du cadre supérieur des SAFC, en service à Sokodé, est affecté à la circonscription administrative d'Atakpamé, en remplacement de M. Wilson Raymond, secrétaire d'administration, qui reçoit une autre affectation.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 12 article 5 du budget général.

M. Wilson Raymond, secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon du cadre supérieur des SAFC en service à Atakpamé, est mis à la disposition du Ministre des finances et des affaires économiques.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 14 article 2 du budget général

La présente décision aura effet pour compter de la date de mise en route des intéressés.

Nº 794-D-MFP. du:

28 septembre 1961. — M. Tchecouvi Christophe, commis de 2º classe 2º échelon du cadre supérjeur des SAFC, en service au Ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique, est mis à la disposition du Ministre des finances et des affaires économiques (Service des finances).

Ses émoluments seront imputés au chapitre 14 article 7 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Imputation budgétaire

No 755-D-MFP. du:

16 septembre 1961. — La solde et les accessoires de solde de M. Johnson Patrice, greffier de 1^{re} classe, 3e échelon, nommé par intérim chef du service de l'enregistrement, des domaines et du timbre, rece-

veur des domaines, conservateur de la propriété foncière et curateur aux successions et biens vacants, par décision no 36-D-PM-MFP du 15 mars 1961 seront imputés, pour compter du 1er octobre 1961, au chapitre 14 article 11 du budget général.

Rappels d'ancienneté

Nº 275-MFP. du:

20 septembre 1961. — Un rappel d'ancienneté de trois (3) ans quatre (4) mois deux (2) jours pour services militaires est attribué dans son emploi actuel à M. Karsoua Kontré, agent de police 1er échelon du cadre local du Togo.

Disponibilité

Nº 285-MFP. du:

26 septembre 1961. — M. Kponton Louis, instituteur adjoint stagiaire du cadre dit supérieur de l'enseignement primaire du Togo, en service à l'école normale d'Atakpamé, est placé, sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement, pour une durée d'un (1) an renouvelable, pour compter du ler octobre 1961.

Détachement

Nº 286-MFP. du:

26 septembre 1961. — Il est mis fin pour compter du 1er octobre 1961, au détachement auprès du gouvernement de la République de Guinée, de Mme Etche, née Obimpe Rose, infirmière-adjointe 2e échelon du cadre local de l'assistance médicale du Togo-

Mme Etche est remise à la disposition du Ministre de la santé publique.

Licenciements

Nº 277-MFP. du:

20 septembre 1961. — M. Agbodo Pierre, ouvrier de 3º classe du cadre local des travaux publics du Togo, est licencié de son emploi pour insuffisance professionnelle, en application des dispositions de l'article 101 de la loi nº 58-66 du 1ºr décembre 1958, portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise.

M. Agbodo Pierre percevra, à cet effet, une indemnité de licenciement dans les conditions fixées par l'article 102 de la loi nº 58-66 du 1er décembre 1958.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 7 juillet 1961.

Nº 774-D-MFP. du:

23 septembre 1961. — M. Adjibao Christophe, agent permanent de 3e catégorie échelle C, du service de la statistique, est licencié de son emploi, pour faute grave en service.

M. Adjibao aura droit à l'indemnité compensatrice de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Suspensions de fonctions

No 270-MFP du :

15 septembre 1961. — M. Nicoué Kouété Albert, aide-conducteur de 2e classe 2e échelon des travaux agricoles, chef de la circonscription agricole de Lomé, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions, pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, M. Nicoué n'aura droit qu'à la moitié de son traitement, dégagé de tous accessoires à l'exception, toutefois, des prestations familiales.

No 283-MFP. da:

23 septembre 1961. — Mme Nabedé (née Wangara Anne), monitrice-adjointe 4º échelon du cadre local de l'enseignement primaire du Togo, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendue de ses fonctions, pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, Mme Nabedé n'aura droit qu'à la moitié de son traitement, dégagé de tous accessoires, à l'exception, toutefois, des prestations familiales.

Nº 290-MFP. du :

28 septembre 1961. — M. Akakpo Adjoh Léonard, conducteur de 1^{re} classe 2^e échelon du cadre supérieur de l'agriculture de l'ex-AOF, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions, pour compter du 27 septembre 1961.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, M. Akakpo n'aura droit à aucun traitement à l'exception, toutefois, des prestations familiales.

Démission

Nº 779-D-MFP. du:

26 septembre 1961. — Est acceptée, pour compter du 25 septembre 1961, la démission de son emploi offerte par M. Johnson Apam Gabriel, docteur-essciences d'Etat, directeur adjoint de l'enseignement.

Révocations

No 278/MFP du:

20 septembre 1961. — M. Anika William, instituteur adjoint de 3e classe du cadre dit supérieur de l'enseignement primaire du Togo, est révoqué de

ses fonctions, pour compter du 16 juin 1961, pour faute grave en service.

M. Anika, qui n'est pas révoqué pour l'un des motifs exposés à l'article 33 du décret nº 50-461 du 21 avril 1950, peut prétendre, conformément aux dispositions de l'article 40 du même décret au remboursement direct et immédiat des retenues pour pensions subies d'une manière effective sur son traitement.

Nº 279/MFP du :

20 septembre 1961. — M. Tossou John, agent de police 2º échelon du cadre local du Togo, est révoqué de ses fonctions, pour compter du 5 juin 1961, pour faute grave en service.

M. Tossou, qui n'est pas révoqué pour l'un des motifs exposés à l'article 37 du décret du 29 mars 1954, peut prétendre au remboursement direct et immédiat des retenues pour pensions subies d'une manière effective sur son traitement.

Addilif

Additif du 22 septembre 1961 à la décision no 492/ MFP du 10 juin 1961, portant engagement.

Après:

M. Attongoh Tchao Christian est engagé en qualité d'agent permanent 2e catégorie échelle A (employé de bureau) pour compter du 1er mai 1961, et mis à la disposition du Ministère de l'intérieur pour servir à la circonscription administrative de Sokodé (poste administratif de Sotoboua).

Ses émoluments seront imputés au chapitre 12, article 5 du budget général.

Ajouter:

M. Attongoh Tchao Christian conserve le bénéfice de l'ancienneté acquise depuis le 7 août 1944, date de son premier engagement dans l'administration.

(Le reste sans changement).

MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE

ARRETE interministériel nº 17/INT-INFO/MFAE/MF du 19 septembre 1961 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Nuatja, exercice 1960.

Le Ministre de l'intérieur et le Ministre des finances,

. Vu la 10i nº 59-37 du 9 mai 1959 portant organisation des conseils de circonscription modifiée par la 10i nº 59-64 du 6 novembre 1959;

Vu le décret nº 60-27 du 10 février 1960 portant approbation du budget primitif de la circonscription de Nuatja, exercice 1960;

Vu le procès-verbal de la réunion du conseil de circonscription de Nuatja en date du 30 juin 1961;

ARRETENT:

ARTICLE PREMIER. — Le compte administratif de la circonscription de Nuatja, exercice 1960 est approuvé et arrêté comme suit:

En recettes à la somme de : sept millions sept cent quarante sept mille trois cent soixante dix sept francs (7.747.377 francs);

En dépense à la somme de : sept millions quatre vingt dix sept mille deux cent douze francs (7.092.212 francs), laissant apparaître un excédent de recettes de : six cent cinquante mille cent soixante cinq francs (650.165 francs), qui sera porté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1961.

ART. 2. — Sont annulés les crédits restants disponibles faute d'emploi constatés à la clôture de l'exercice 1960 et s'élevant au total à : un million huit cent soixante onze mille quatre cent quatre vingt huit francs (1.871.488 francs).

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 septembre 1961 Le Ministre de l'intérieur, Th. Mally

Le Ministre des Finances,

H. D. Coco

ARRETE interministériet no 18/INT-INFO/MFAE/MF du 19 septembre 1961 portant approbation du budget additionnet de la circonscription de Nuatja, exercice 1961.

Le Ministre de l'intérieur et le Ministre des finances,

Vu la loi nº 59-37 du 9 mai 1959 portant organisation des conseils de circonscription modifiée par la loi nº 59-64 du 6 novembre 1959;

Vu l'arrêté nº 17 du 19 septembre 1961 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Nuatja, exercice 1960;

Vu le procès-verbal de la réunion en date du 30 juin 1961 du conseil de circonscription de Nuatja;

ARRETENT:

ARTICLE PREMIER. — Le budget additionnel de la circonscription de Nuatja, exercice 1961, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de six cent cinquante mille cent soixante cinq francs (650.165 francs).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 septembre 1961 Le Ministre de l'intérieur, Th. Mally

Le Ministre des finances,

H. D. Coco

ARRETE interministériel no 19/INT-INFO/MFAE/MF du 28 septembre 1961 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Lomé, exercice 1960.

Le Ministre de l'intérieur et le Ministre des finances,

Vu la loi nº 59-37 du 9 mai 1959 portant organisation des conseils de circonscription modifiée par la loi nº 59-64 du 6 novembre 1959;

Vu le décret nº 60-34 du 4 mars 1960 portant approbation du budget primitif de la circonscription de (Lomé, exercice 1960:

Vu le procès-verbal de la réunion en date du 11 août 1961 du conseil de circonscription de Lomé;

ARRETENT:

ARTICLE PREMIER. — Le compte administratif de la circonscription de Lomé, exercice 1960, est approuvé et arrêté comme suit:

En recettes à la somme de : sept millions cent quatre vingt huit mille six cent trente sept francs (7.188.637 francs);

En dépenses à la somme de : cinq millions neuf cent soixante douze mille neuf cent six francs (5.972.906 francs) faisant apparaître un excédent de recettes de : un million deux cent quinze mille sept cent trente et un francs (1.215.731 francs) qui sera porté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1961.

ART. 2. — Sont annulés les crédits restants disponibles, faute d'emploi constatés à la clôture de l'exercice 1960 et s'élevant au total à : neuf millions neuf cent trente sept mille cent douze francs (9.937.112 francs).

Arr. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 septembre 1961 Le Ministre de l'intérieur,

Th. MALLY

Le Ministre des finances,

H. D. Coco

ARRETE interministériel no 20/INT-INFO/MFAE/MF du 28 septembre 1961 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Lomé, exercice 1961.

Le Ministre de l'intérieur et le Ministre des finances,

Vu la loi nº 59-37 du 9 mai 1959 portant organisation des conseils de circonscription modifiée par la loi nº 59-64 du 6 novembre 1959;

Vu l'arrêté nº 19 du 28 septembre 1961 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Lomé, exercice 1960;

Vu le procès-verbal de la réunion en date du 11 août 1961 du conseil de circonscription de Lomé;

ARRETENT:

ARTICLE PREMIER.— Le budget additionnel de la circonscription de Lomé exercice 1961, est approuvé

et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : quatre millions huit cent soixante treize mille neuf cent trente et un francs (4.873.931 francs).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 septembre 1961 Le Ministre de l'intérieur,

Th. MALLY

Le Ministre des finances, H. D. Coco

Affectations

Nº 136/D/INT-INFO du :

18 septembre 1961. — M. Edjossan Benoît, agent de police de 1er échelon, en service au commissariat de police de la ville de Lomé, est affecté au commissariat de police spéciale du Réseau des C.F.T., en remplacement de M. Kariman Lamidi, qui reçoit une autre affectation.

M. Kariman Lamidi, agent de police de 1er échelon, en service au commissariat de police du Réseau des C.F.T., est affecté au commissariat de police de la ville de Lomé.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

Nº 142/D/INT-GT du:

20 septembre 1961. — Sont affectés pour compter du 1er octobre 1961:

Au peloton mobile de Sokodé

Kossou Emmanuel, garde 2º échelon, nº mle 2166, du dépôt de Lomé.

Au centre d'instruction de Lomé

Kougbégna Denis, garde 1er échelon, no mle 2387, du P.M. de Sokodé.

Nº 144/D/INT-GT du:

21 septembre 1961. — Sont affectés pour compter du 1er octobre 1961:

Au peloton de Bassart

Mensah Philippe, adjudant-chef, no mle 1307, du peloton de Lomé

Au peloton de Lomé

Kalaou Bernard, adjudant-chef, nº mle 1244, du peloton de Bassari

Dansi Akpadji, adjudant, nº mle 1392, du dépôt des gardes de Lomé

Kombaté Laré, brigadier 2° échelon, n° mle 1676, du dépôt des gardes de Lomé

Douti Koutoumpa, garde 1er échelon, no mle 2320, du dépôt des gardes de Lomé

Sami Augustin, garde 1er échelon, nº mle 2355, du dépôt des gardes de Lomé

Kodjo Komi, garde 1er échelon, no mle 2364, du dépôt des gardes de Lomé

Kpangba Tchambago, garde 1er échelon, no mle 2354, du dépôt des gardes de Lomé.

Au centre d'instruction de Lomé

Abalo Edouard, brigadier 3º échelon, nº mle 1301, du peloton de Lomé.

Nº 145/D/INT-INFO du:

21 septembre 1961. — M. Boutora Etienne Takpa, instituteur adjoint stagiaire, précédemment secrétaire du Conseil de circonscription administrative de Niamtougou, est mis à la disposition du Ministre de la fonction publique.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Nº 146/D/INT-INFO du:

25 septembre 1961. — Les fonctionnaires de police dont les noms suivent, reçoivent les affectations suivantes:

Au commissariat de police de Lomé

M. Ollanlo Emmanuel, adjudant-chef de police, en service à la direction de la Sûreté nationale.

M. Bangué Laré, agent de police, 2º échelon, en service à la direction de la Sûreté nationale.

A la direction de la Sûreté nationale

M. Dédjeh Paul, brigadier de police 1er échelon, en service au commissariat de police de Lomé.

M. Toffa Patrice, agent de police 1er échelon, en service au commissariat de police de Lomé.

Au commissariat de police de Dapango

M. Logobina Etienne, brigadier de police 1er échelon, en service au commissariat de police de Lomé.

Au commissariat de police de Badou

M. Laré Dago, brigadier-chef de police 2º échelon, en service au commissariat de police de Sokodé.

Au commissariat de police de Lama-Kara

M. Ahouadjinou Michel, brigadier de police 2º échelon, en service au commissariat de police de Sokodé.

Au commissariat de police de Sokodé

M. Gouby Samuel, brigadier de police 1er échelon, en service au commissariat de police de Badou.

M. Bruce Charles, brigadier-chef de police 2º échelon, en service au commissariat de police de Lama-Kara.

Au commissariat de police de Lomé

M. Ahou Appolinaire, agent de police 1er échelon, en service au commissariat de police de Lama-Kara.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

Avancements d'échelon

Nº 56/INT-GT du:

23 septembre 1961. — Il est constaté l'avancement d'échelons pour les gardes dont les noms suivent:

du 1er au 2º échelon

p.c. du 1-10-61 : Gbévé Emmanuel, garde 1er échelon, mle 2206, du dépôt à Lomé

p.c. du 1-10-61 : Kougbadji Stanislas, garde 1er échelon, mle 2199, du dépôt à Lomé

p.c. du 1-10-61 : Hoeho Agbagla, garde 1er échelon, mle 2204, du dépôt à Lomé

p.c. du 1-10-61 : Kangni Francis, garde 1er échelon, mle 2213, du dépôt à Lomé

p.c. du 1-10-61 : Kpakpao Adolphe, garde 1er échelon, mle 2202, du dépôt à Lomé

p.c. du 1-10-61 : Yodor Ezy, garde 1er échelon, mle 2217, du dépôt à Lomé

p.c. du 1-10-61 : Parou Djayouri, garde 1er échelon, mle 2215, du dépôt à Lomé

p.c. du 1-10-61 : Ganké Kodjo, garde 1er échelon, mle 2203, du peloton de Lomé

p.c. du 1-10-61 : Macré Ali Paul, garde 1er échelon, mle 2197, du peloton d'Anécho

p.c. du 1-10-61 : Bodjona Raphaël, garde 1er échelon, mle 2211, du peloton d'Anécho

p.c. du 1-10-61 : Djobo Tchangane, garde 1er échelon, mle 2200, du peloton d'Atakpamé

p.c. du 1-10-61 : Ekoué Bessan, garde 1er échelon, mle 2148, du dépôt à Lomé

p.c. du 1-10-61 : Angba Ouyanka Léonard, garde 1er échelon, mle 2216, du peloton de Sokodé

p.c. du 1-10-61: Moussa Dermane, garde 1er échelon, mle 2207, du peloton de Sokodé

p.c. du 1-10-61 : Koka Tikena, garde 1er échelon, mle 2205, du peloton de Bassari.

Engagements - Licenciements

Nº 137/D/INT-INFO du :

20 septembre 1961. — M. Mamah Etienne est engagé en qualité d'agent administratif et d'état-civil de Soumdina (circonscription de Lama-Kara), en remplacement de M. Lokou Jean, démissionnaire.

L'intéressé aura droit à un salaire mensuel de trois mille (3.000) francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1961, chapitre 12, article 6.

En outre, il pourra avoir droit sur les fonds du budget de circonscription à l'indemnité prévue pour les agents d'état-civil par l'article 4 de l'arrêté no 384-54/AP du 21 avril 1954.

La présente décision prend effet pour compter du 1er août 1961. Nº 138/D/INT-INFO du:

20 septembre 1961. — M. Koulan Joachim, secrétaire administratif et d'état-civil, actuellement en service à Massédéna (circonscription de Niamtougou), est licencié de son emploi.

M. Esso Alexandre est engagé en qualité de secrétaire administratif et d'état-civil pour servir à Massédéna, en remplacement de M. Koula Joachim, licencié

L'intéressé aura droit à un salaire mensuel de trois mille (3.000) francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1961, chapitre 12, aricle 6.

En outre, il pourra avoir droit sur les fonds du budget de circonscription à l'indemnité prévue pour les agents d'état-civil par l'article 4 de l'arrêté no 384-54/AP du 21 avril 1954.

La présente décision prend effet pour compter du 1er août 1961.

Nº 139/D/INT-INFO du:

20 septembre 1961. — M. Djimila Kalifa, secrétaire du chef de Canton de Timbou (circonscription de Dapango), est licencié de son emploi.

M. Laguebande Kayala est nommé secrétaire du chef de canton de Timbou, en remplacement de M. Dimila Kalifa, licencié.

M. Laguebande Kayala aura droit en cette qualité à une indemnité annuelle de soixante deux mille (62.000) francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1961, chapitre 12, article 6.

La présente décision prend effet pour compter du 1er septembre 1961.

Retraites

No 54/INT-GT du:

20 septembre 1961. — Le garde 3° échelon, Bolbiou Balkpêb, n° mle 1613, en service au peloton des gardes togolais de Sokodé, est mis à la retraite d'office pour compter du 1er décembre 1961 dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 du 20 février 1937 et rayé le dit jour des contrôles actifs du Corps de la garde togolaise.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

Nº 55/INT-GT du:

20 septembre 1961. — Le garde 3º échelon, Soga Sogné, nº mle 1496, en service au peloton des gardes togolais de Lama-Kara, est mis à la retraite d'office pour compter du 1er janvier 1962 dans les conditions fixées par l'arrêté nº 112 du 20 février 1937 et rayé le dit jour des contrôles actifs du Corps de la garde togolaise.

La gratuité du transport lui est accordée pour réjoindre ses foyers avec sa famille.

Libération conditionnelle - Interdiction de séjour

No 53/INT-INFO du:

20 septembre 1961. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Akakpo Gbénou, détenu à la prison civile d'Atakpamé (circonscription dudit), né vers 1917 à Amégnran (circonscription d'Anécho), fils de Akakpo et de Kédjin, demeurant à Vo-Hagou (circonscription d'Anécho), condamné pour tentative d'escroquerie à trois ans de prison et dix ans d'interdiction de séjour par le tribunal correctionnel d'Atakpamé.

Le séjour dans toute l'étendue de la République togolaise, à l'exception de la circonscription d'Anécho, est interdit à Akakpo Gbénou pour une durée de dix ans, à compter du jour de sa libération.

Les infractions aux prescriptions de l'article 2 du présent arrêté seront sanctionnées conformément au dispositions de l'article 45 du Code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la Sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

ARRETE Nº 21/MTP/Mines du 26 septembre 1961 autorisant la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin à occuper effectivement les terrains nécessaires au développement de t'exploitation des phosphates pour une période quinquennale dans la région de Hahotoé.

Le Ministre des travaux publics, des mines, des transports et des postes et télécommunications,

Vu le décret du 26 octobre 1927 règlementant la recherche et l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo et les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu les décrets n° 57-46 à 57-50 du 5 avril 1957, n° 59-29 à 59-40 du 23 février 1959 et n° 60-112, 60-113 du 6 décembre 1960 accordant dix-neuf concessions minières à la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin;

Vu le décret nº 59-88 du 21 mai 1959 autorisant la Compaguie Togolaise des Mines du Bénin à occuper les terrains nécessaires à la mise en exploitation du gisement de phosphate de chaux qui lui a été concédé dans les circonscriptions d'Anécho et de Tsévié et à exécuter les travaux correspondants;

Vu le décret nº 59-103 du 30 juin 1959 instituant une commission technique chargée de suivre et de constater les opérations relatives à l'indemnisation des propriétaires privés, locataires ou usagers notoires des terrains susvisés;

Vu l'arrêté nº 185/PM/MTP. du 17 août 1959 affectant un nouvel emplacement à usage de cimetière pour le village d'Hahotoé;

Vu les demandes du 28 mai 1959, du 25 juin 1959 et du 24 septembre 1959 de la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin à l'effet d'être autorisée à occuper effectivement les terrains nécessaires à l'exécution des travaux prévus à l'article premier du décret nº 59-88 du 21 mai 1959 et les plans joints;

Vu les procès-verbaux des enquêtes de commodo et incommodo ayant eu lieu dans les cercles d'Anécho et de Tsévié aux mois de juin-juillet-septembre et octobre 1959 et les avis conséquents des Commandants de Cercles d'Anécho et de Tsévié, Commissaires enquêteurs; Vu les procès-verbaux de constatation des accords en date des 16 et 27 juillet 1959 - 23 septembre 1959 et des 19 et 30 octobre 1959, ainsi que les procès-verbaux de clôture correspondants en date du 27 juillet 1959 — 23 sptmbreee 1959 et des 19 et 30 octobre 1959 des travaux de la commission technique relatifs aux modalités d'indemnisation des propriétaires privés, locataires ou usagers notoires des terrains nécessaires à l'exécution des travaux prévus à l'article premier du décret n° 59-88 du 21 mai 1959;

Vu les décrets nº 59-168 du 19 octobre 1959, nº 59-188 et nº 59-189 du 3 décembre 1959 autorisant la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin à occuper effectivement les terrains nécessaires à la mise en valeur des phosphates ayant fait l'objet des demandes précitées;

Vu la demande de la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin en date du 31 octobre 1960 complétée le 12 juin 1961 et les plans joints demandant l'autorisation d'occuper effectivement les terrains nécessaires au développement normal de l'exploitation des phosphates pour une période quinquennale conformément à l'article 2 du décret n° 59-88 du 21 mai 1959;

Vu la note nº 325/Mines du 13 juin 1961 du Directeur des Mines et de la Géologie concernant l'occupation des terrains nécessaires à l'exploitation des phosphates par la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin;

Vu les procès-verbaux en date du 16 juin 1961 constatant les accords passés à Hahotoé conformément au plan déposé et visé par la Commission et le procès-verbal de clôture du même jour des travaux de la Commission technique instituée par le décret n° 59-103 du 30 juin 1959;

Vu la lettre en date du 16 juin 1961 du Directeur de la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin à M. le Président de la Commission technique concernant l'éventualité d'une révision des surfaces louées;

Vu le rapport n° 368/Mines du 30 juin 1961 du Directeur des Mines et de la Géologie;

Sur la proposition du Directeur des Mines et de la Géologie;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Conformément aux prescriptions de l'article 2 du décret n° 59-88 du 21 mai 1959, la Compagnie Togolaise des Mines du Bénin est autorisée à occuper effectivement temporairement, en vue de permettre le déroulement normal de l'exploitation des phosphates, et pour une durée de cinq ans à compter du 17 juin 1961 les terrains figurant sur le plan parcellaire au 1/1.000 n° 651 du 22 novembre 1960 (soumis et visé par la commission technique le 16 juin 1961 et reporté sur le plan au 1/2.000 n° 569) et détaillés ci-après :

- parcelles $\stackrel{\text{n}_{\circ}}{1}$ 3d - 115 - 116 - 117 - 118 - 119 - 120 - 121 - 122 - 123 - 124 et 125.

ART. 2. — Le prix de location annuelle des terrains énumérés à l'article premier sera payable aux propriétaires, occupants ou usagers notoires intéressés par fraction trimestrielle et d'avance.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 septembre 1961 P. Amegee.

Engagement

Nº 246/D/MTP du :

16 septembre 1961. — Mlle Amoudji Dora est engagée à titre précaire et essentiellement révocable, en qualité de dactylographe 2° catégorie échelle A, et affectée à l'imprimerie nationale à Lomé. Le salaire de l'intéressée est imputable au budget d'équipement chapitre 3 c-1-4.

La présente décision aura effet à compter du 1er septembre 1961.

Affectations

Nº 249/D/MTP du:

19 septembre 1961. — M. Abochi Augustin, contremaître de 2e classe, 2º échelon du cadre supérieur des travaux publics du Togo, de retour de stage de formation professionnelle en Belgique, est affecté à la subdivision des travaux publics du centre à Atakpamé.

La solde de l'intéressé reste imputable au budget général, chapitre 18, article 6.

La présente décision aura effet pour compter du 11 août 1961.

Nº 251/D/MTP du :

19 septembre 1961. — M. Gnassounou Richard, secrétaire d'administration principal 1er échelon, chef du secrétariat de la direction des travaux publics, est mis à la disposition du directeur du Réseau des chemins de fer et du wharf, pour procéder à l'inventaire du matériel du fonds de roulement du magasin général (Comptabilité-Matières).

La solde de l'intéressé reste imputée au budget général, chapitre 18, article 6.

La présente décision aura effet à compter de la date de sa signature.

Nº 261/D/MTP du :

25 septembre 1961. *Les agents permanents et manœuvres des travaux publics dont les noms suivent recoivent les affectations suivantes:

MM. Koffi Agossa, conducteur permanent de 2° catégorie échelle B, en service à Lomé, est affecté à Atakpamé, en remplacement de M. Ahli Amouzou.

> Daga Maurice, conducteur journalier 1re zône, en service à Atakpamé, est affecté à Lomé, en remplacement de M. Djossou Gbéhoundji, muté à Atakpamé.

> Djossou Gbéhoundji, conducteur permanent de 1^{re} catégorie échelle A, en service à Lomé, est affecté à Atakpamé, en remplacement de M. Daga Maurice, muté à Lomé.

Wilson Michel, aide-peintre journalier, en service à Atakpamé, est affecté à Lomé, en remplacement de M. Tométy Kankoe, muté à Atakpamé.

Tométy Kankoe, peintre permanent de 1re catégorie échelle A, en service à Lomé, est affecté à Atakpamé, en remplacement de M. Wilson Michel, muté à Lomé. Adékounlé Sylvain, chauffeur permanent de 3e catégorie échelle B, en service à Lomé, est affecté à Atakpamé, en remplacement de M. Moreira Dominique, muté à Lomé.

Sewodo Corneille, menuisier permanent de 3e catégorie échelle B, en service à Atakpamé, est affecté à Lomé, en remplacement de M. Ayivi Emmanuel, muté à Atakpamé.

Ayivi Emmanuel, menuisier permanent de 3e catégorie échelle B, en service à Lomé, est affecté à Atakpamé, en remplacement de M. Sewodo Corneille, muté à Lomé.

Bakénon Pius, manœuvre journalier, en service à Atakpamé, est affecté à Lomé, en remplacement de M. Havon Koffi, muté à Atakpamé.

Havon Koffi, manœuvre de 1^{re} classe 2^e zône, en service à Lomé, est affecté à Atakpamé, en remplacement de M. Bakénon Pius, muté à Lomé.

Gbédé Iférou, manœuvre journalier, en service à Atakpamé, est affecté à Lomé, en remplacement de M. Haménou Kougblénou, muté à Atakpamé.

Haménou Kougblénou, manœuvre de 1^{re} classe 2^e zône, en service à Lomé, est affecté à Atakpamé, en remplacement de M. Gbédé Iférou, muté à Lomé.

Sédiro Théophile, mécanicien permanent de 3e catégorie échelle A, en service à Palimé, est affecté à Mango, en renforcement d'effectif.

Les salaires des intéressés restent imputables sur les fonds de travaux.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

No 262/D/MTP du:

25 septembre 1961. — Les fonctionnaires et agents des travaux publics dont les noms suivent reçoivent les affectations suivantes:

Mme Avor Dorothée, dactylographe permanente de 2º catégorie échelle B, en service à Atakpamé est affectée à Sokodé.

MM. Magnon Nestor, dactylographe permanent de 1^{re} catégorie échele B, en service à Sokodé, est affecté à Atakpamé, en remplacement Mme Avor Dorothée, mutée à Sokodé.

> Abbey Alfred, ouvrier de 5e classe des T.P., en service à Atakpamé, est affecté à Lomé, en remplacement de M. Dossou Gnavé, muté à Atakpamé.

> Agboku Marcus, commis-magasinier permanent de 2º catégorie échelle B, en service à Atakpamé, est affecté à Sokodé, en remplacement de M. Limoan Germain, muté à Lomé.

> Limoan Germain, commis des S.A.F.C. du Togo de 1^{re} classe, en service à Sokodé, est affecté à Lomé — direction T.P. (Comptabilité).

Atitsogbé Kodjo Hubert, commis permanent de 4e catégorie échelle B, en service à Atakpamé, est affecté à Lomé (Service Auto), en complément d'effectif.

Akuesson Bernard, aide-comptable de 2º catégorie échelle B, en service à Lomé, est affecté à Atakpamé, en remplacement de M. Atitsogbé Kodjo Hubert, muté à Lomé.

Soglo Hypolite, mécanicien de 2e catégorie échelle B, en service à Atakpamé, est affecté à Lomé.

Azario Emile, comptable permanent de 4e catégorie échelle D, en service à Lomé est affecté à Mango, en complément d'effectif.

Les émoluments des intéressés restent imputables au budget général, chapitre 18, article 6.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Nº 263/D/MTP-PT du :

25 septembre 1961. — M. Akoué Séraphin, surveillant de lignes permanent de 3° catégorie échelle A, précédemment en service à Lomé, est affecté au bureau de postes d'Anécho pour compter du 16 octobre 1961, en remplacement numérique de M. Akogbé Raphaël, titulaire d'un congé administratif.

M. Adigo Grégoire, commis permanent de 3º catégorie échelle B des postes et télécommunications, précédemment en service au bureau de postes de Tsévié, est affecté au B.C.T.R. de Lomé, en remplacement de Johnson Michel, qui reçoit une autre affectation.

M. Johnson Michel, commis permanent de 4º catégorie échelle A des postes et télécommunications, précédemment en service au B.C.T.R. de Lomé, est affecté au bureau de postes de Tsévié, en remplacement numérique de M. Adigo Grégoire, affecté à Lomé.

M. Adangbalo Kossi Grégoire, surveillant de lignes permanent de 2° catégorie échelle B des postes et télécommunications, précédemment en service à Lomé, est affecté à Tabligbo pour compter du 1er octobre 1961, en remplacement numérique de M. Kouessan Georges, titulaire d'un congé administratif.

M. Hauptomann Jean-Pierre, commis du cadre local des postes et télécommunications de la Côte d'Ivoire en instance d'intégration dans le cadre du Togo est affecté au bureau de Sokodé, en remplacement de M. Ako Gervais, qui reçoit une autre affectation.

M. Ako Gervais, agent permanent de 4e catégorie échelle A des postes et télécommunications, précédemment en service au bureau de postes de Sokodé, est affecté à Tabligbo en qualité de gérant de l'agence postale de ladite localité, en remplacement de M. Hauptomann, affecté à Sokodé.

La présente décision prend effet pour compter de sa date de signature en ce qui concerne MM. Adigo Grégoire, Johnson Michel et Ako Gervais. Nº 264/D/MTP du :

25 septembre 1961. — M. Tchédré Kassim, contremaître de 2º classe 2º échelon, en service à Atakpamé, est mis à la disposition du Ministre de la fonction publique.

Rétrogradation

 N° 256/D/MTP-CFT du:

22 septembre 1961. — L'agent permanent Midékor Emile, mle 11.642, échelle É échelon 7, en service au Réseau des chemins de fer et du wharf (Voie et Bâtiments), est rétrogradé à l'échelle D pour le motif suivant:

« Négligence grave en scrvice ayant occasionné un manquant de 400 stères de bois de chauffe à la coupe d'Amakpave ».

Licenciement

No 242 bis/D/MTP-CFT du:

15 septembre 1961. — Le chef de train permanent Edorh Norbert, mle 11.753, échelle C échelon 1, engagé le 5 mai 1961, en service au Réseau des chemins de fer du Togo (Exploitation), est licencié de son emploi pour faute grave en service.

En raison du motif de son licenciement (faute grave) M. Edorh Norbert ne peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement.

Toutéfois, il sera mandaté en faveur de l'intéressé qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 5 mai 1961, une indemnité compensatrice de congé égale à 5 jours de salaire.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORETS

Engagement

No 109/D/MA-EL du :

27 septembre 1961. — M. Abalo Christian est engagé en qualité de vaccinateur-vétérinaire de 1^{re} catégorie échelle A, pour compter du 1^{er} septembre 1961.

Le salaire de l'intéressé est imputable au budget général, chapitre 20, article 5, exercice 1961.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Nominations

Nº 114/D/MEN du :

19 septembre 1961. — M. Agbétiafa Michel, instituteur de 5e classe du cadre supérieur de l'enseignement primaire de l'ex-AOF, est nommé dans les

fonctions d'inspecteur primaire pour la circonscription de Lama-Kara avec résidence à Lama-Kara.

M. Folligan Jean, instituteur de 6e classe du cadre supérieur du Togo, est nommé adjoint au directeur de l'enseignement avec résidence à Lomé.

La présente décision aura effet à compter du 1er octobre 1961.

Cours de spécialités

Nº 116/D/MEN du : -

28 septembre 1961. — Les fonctionnaires et assimilés, professeurs et chargés de cours à l'école normale d'Atakpamé percevront pour le 3° trimestre 1960-61 (avril-mai-juin) des indemnités pour les heures de cours de spécialités et pour les heures de suppléances dont le total hebdomadaire est fixé en regard de leurs noms conformément aux taux fixés par l'arrêté n° 22/PM-MIP du 30 janvier 1958 et aux catégories désignées ci-après:

Taux des instituteurs: 18 heures

M. Estrade René: 4 heures par semaine Mme Estrade Renée: 1 h. 30 par semaine

Taux des instituteurs-adjoints stagiaires: 18 heures

M. Kponton Louis: 1 heure par semaine

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1961, chapitre 26, article 5.

Ces indemnités sont payables sur le vu d'une attestation du travail effectué établie par le directeur de l'école normale d'Atakpamé, et certifiée conforme par le directeur de l'enseignement.

Nº 117/D/MEN du:

28 septembre 1961. — Les fonctionnaires et assimilés, professeurs et chargés de cours au Collège technique de Sokodé percevront pour le 3° trimestre 1960-61 (avril-mai-juin) des indemnités pour les heures de cours de spécialités et pour les heures de suppléances dont le total hebdomadaire est fixé en regard de leurs noms conformément aux taux fixés par l'arrêté n° 22/PM-MIP du 30 janvier 1958 et aux catégories désignées ci-après:

Taux des adjoints d'enseignement: 18 heures MM. Dailiez Laurent: 5 heures par semaine Haselvander Marcel: 9 heures par semaine

Taux des instituteurs: 18 heures

Mme Jolivet Georgette: 6 heures par semaine
MM. Deboffe Francis: 7 heures par semaine
Améla Nicolas: 9 heures par semaine
Ashiabor Chistian: 1 heure par semaine
Gnassounou Venance: 2 heures par semaine
Tessilimi Nourou: 5 heures par semaine

La dépense est imputable au budget général du Togo, exercice 1961, chapitre 26, article 5.

Ces indemnités sont payables sur le vu d'une attestation du travail effectué établie par le directeur de l'école pratique de commerce et d'industrie de Sokodé, et certifiée conforme par le directeur de l'enseignement.

C. A. P.

Nº 113/D/MEN du :

19 septembre 1961. — Sont déclarés admis à l'examen du Certificat d'Aptitude Pédagogique, session 1960, en vue de leur intégration dans le cadre supérieur des instituteurs, les instituteurs-adjoints dont les noms suivent:

Edorh Zinsou Ywassa Philomène Lawson Abraham Goeh Jean Spès Kuéviakoé Valentin Ayéfouni Félix Géraldo Afizou Schneider Ernest Atsu Emmanuel Baba Emmanuel Folly Honoré Messan Daniel.

Rectificatifs

RECTIFICATIF

du 16 septembre 1961 à la décision no 92/MEN du 29 juin 1961 fixant la liste des candidats admis au concours d'entrée en 6e des établissements secondaires.

Au lieu de :

Collège Moderne et EPC1 de Sokodé: Agbokou Afiavi Madeleine: O. Pagouda

Lire:

Lycée Bonnecarrère de Lomé: Agbokou Afiavi Madeleine: O. Pagouda

(Le reste sans changement).

RECTIFICATIF

du 19 septembre 1961 à la décision no 105/MEN du 10 août 1961 chargeant de cours de spécialités des fonctionnaires de l'enseignement du secona degré et assimilés pendant le 3e trimestre de l'année scolaire 1960-61 (avril-mai-juin) 1961.

Au lieu de :

Taux des instituteurs principaux: 20 heures

Lire:

Taux des instituteurs principaux: 18 heures (Le reste sans changement).

RECTIFICATIF

du 27 septembre 1961 à la décision no 99 du 17 juillet 1961 chargeant un fonctionnaire d'intérim au Collège Moderne de Sokodé.

Au lieu de :

du 1er juillet au 17 septembre

Lire:

du 1er juillet au 28 septembre

(Le reste sans changement).

MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE

Engagement définitif

 N_0 90/D/MSP du:

23 septembre 1961. — Sont définitivement engagées en qualité de gardes-malades de 1^{re} catégorie échelle A, pour compter du 10 juin 1961.

Mlles Amouzou Georgette

Kokou Caroline. Adjabaho Paulette

Denoo Sybil Tédor Yvonne

Leur traitement reste imputable au chapitre A, article 1er du budget du C.N.H.

Clinique

No 11/MSP du :

15 septembre 1961. — Une autorisation d'ouvrir une clinique à Lomé, est accordée à M. Johnson Patrice, Docteur en médecine.

M. Johnson est tenu de résider dans un périmètre de cinq kilomètres au plus de sa clinique sise au 28, rue de la Mission à Lomé.

DIVERS

Radiation

Par décision du Ministre de la Santé et des affaires sociales de la République du Sénégal en date du 8 septembre 1961: Un congé administratif de sept mois pour en jouir à Anécho (Togo), est accordé à M. Mensah Léopold, infirmier sanitaire principal 1er échelon indice local 626 — groupe IV, en service à l'Institut d'hygiène sociale à Dakar.

M. Mensah Léopold, qui est arrivé au Sénégal le 13 avril 1959, y aura accompli un séjour ininterrompu de trente mois, bénéficiera d'une indemnité correspondante à la solde à laquelle il aurait pu prétendre durant les sept mois de congé administratif acquis au titre de ce séjour.

M. Mensah Léopold bénéficiera du mandatement avant son départ de la deuxième fraction de l'indemnité d'éloignement calculée dans la condition prévue à l'article 9 de l'ordonnance n° 59-38/MFPT du 8 octobre 1959, soit pour ses services effectués jusqu'au 24 octobre 1959.

Les feuilles de voyage et les réquisitions de transport Sénégal-Togo, seront délivrées au compte du budget du Sénégal à l'intéressé qui voyage, accompagné de son épouse et de ses six enfants âgés respectivement de 10 ans, 8 ans, 6 ans, 5 ans, 5 ans et 3 ans.

M. Mensah sera remis à la disposition du Gouvernement du Togo, son pays d'origine, et radié des contrôles du personnel en service au Sénégal, à l'expiration du congé dont il bénéficie par le présent arrêté.

AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATINS ET ANNONCES

Etude de Maître César AMORIN Notaire à Lomé 11 Rue René Caillé

Société Limonadière de la Cote du Bénin (SOLICO)

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 11.000.000 de Francs CFA

Siège social: LOMÉ - Avenue des Alliés

CESSION DE PARTS ET CHANGEMENT DE GÉRANT

19 Suivant acte reçu par Me César Amorin, notaire à Lomé, le 25 septembre 1961, MM. Lubin Christophe-Tchakaloff et Michel Kalife ont cédé chacun 5.000 parts soit 10.000 parts sur les 11.000 parts qu'ils possédaient à la « Société de gestion et de participations d'industries alimentaires » (SOGE-PAL), société anonyme ayant sont siège à Paris 39 Avenue d'Iéna.

La jouissance a été fixée au 30 septembre 1961 MM. Christophe-Tchakaloff et Kalife restent tenus du passif antérieur à cette date. Ila Aux termes d'une délibération prise le 25 septembre 1961 dont l'original du procès-verbal a été déposé le 26 septembre 1961 au rang des minutes de Me Amorin, notaire sus-nommé, l'assemblée générale extraordinaire des porteurs de parts de la « SOLICO » ont accepté la démission présentée par MM. Christotophe-Tchakaloff et Kalife, de leur fonction de gérants.

La société « SOGEPAL » a été nommée gérante de la « SOLICO » pour une durée illimitée à compter du 1er octobre 1961. Elle sera représentée par son mandataire local M. Marius Barre.

Les associés ont en outre modifié l'article 20 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit : « L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre »

Deux expéditions de l'acte de cession de parts et deux expéditions du dépôt du procès-verbal de délibération de l'assemblée générale extraordinaire, ont éte déposées au greffe du tribunal de commerce de Lomé le 29 septembre 1961.

Pour insertion

Me C. Amorin, notaire

INSCRIPTIONS AU REGISTRE DE COMMERCE

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de Lomé, enregistrée sous le nº 581 du registre chronologique le 3 octobre 1961.

Le sieur Toffa Atsu Gilbert a requis son immatriculation au registre du commerce en qualité d'écrivain public.

L'inscription a été faite au Livre I nº 145 du registre analytique.

Pour insertion et avis :

Le Greffler en Chef, Z. Johnson

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de première instance de Lomé, M. Kemide Gbetoho Gérard a requis son immatriculation au registre du commerce.

L'inscription a été faite le 9 octobre 1961 au : Registre chronologique nº 583

Registre analytique Livre I no 146.

Pour insertion et avis:

Le Greffier en Chef,
Z. Johnson.

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre foncier nº 2918/TT appartenant à Mme Akué Akpénou domiciliée à Lomé, rue d'Anécho.

Pour première insertion

Conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, avis est donné au public que la copie du titre foncier nº 59 du cercle d'Atakpamé appartenant à M. Martin Amavi a été perdue.

Pour première insertion

NECROLOGIE

Le Ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de M. Thomas Doe Bruce, contrôleur de 1 classe 3 échelon du cadre supérieur des postes et télécommunications, survenu le 17 septembre 1961 au Centre national hospitalier de Lomé.

